



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 426

7 juin 2018

La magie de l'OCDE

Ou comment justifier une économie injuste et inéquitable

Le Sommet du G7 qui se tiendra les 8 et 9 juin dans la région de Charlevoix accueillera les principales puissances économiques. Celles-ci ont annoncé vouloir discuter de croissance économique, d'égalité des sexes, de lutte contre les changements climatiques et d'innovation technologique. Seront aussi de la partie, en tant qu'invités, 12 chefs d'État et les principales organisations internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation des Nations Unies et Organisation de coopération et de développement économiques).



Bougeons!

Contre le G7

Pour faire voir et entendre leur refus des politiques néolibérales mises de l'avant par le G7, citoyenNEs et organisations de la société civile sont invitéEs à prendre part à différentes actions et mobilisations les 7-8-9 juin. Pour favoriser la participation du plus grand nombre, et se tenir à bonne distance d'un dispositif de sécurité outrancier, la plupart d'entre elles se dérouleront dans la ville de Québec.

Deux manifestations, un pique-nique festif, une table ronde et des spectacles d'humour et de musique sont notamment au programme.

Pour connaître le lieu et l'heure de ces activités, consultez : <http://cfag7.org/> et <https://www.facebook.com/infosG7/>

Si le passé est garant de l'avenir, il y a peu à attendre de cette rencontre du G7. Ce type d'événement est le plus souvent un prétexte pour enchaîner promesses creuses et idées mille fois remâchées. La rencontre en vase clos des principaux dirigeantEs des pays les plus riches de la planète n'a pour but que de les conforter dans leur foi en une économie mondialisée fondée sur une croissance infinie.

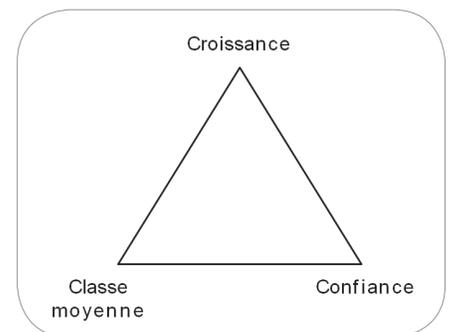
La croissance économique, encore et toujours

Un autre bel exemple de la stérilité de ce type de rencontre a été le « forum de haut niveau » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) tenu à Montréal le 14 mai et auquel a assisté le Collectif. La journée avait pour thème « Politiques sociales pour une prospérité partagée ». Plus de 350 personnes provenant de 35 pays y ont participé. C'était l'occasion d'entendre les ministres responsables de la sécurité sociale discuter entre eux des principaux enjeux et « défis » provoqués par le contexte économique précaire, les progrès technologiques et l'évolution démographique.

À tour de rôle, les ministres de l'Irlande, du Portugal, de la Suède, du Japon, du Canada et de la Grèce ont affirmé que la qualité et l'accessibilité des services sociaux passent par une croissance économique soutenue. Depuis toujours, l'OCDE répète que la croissance économique est l'élément déterminant pour le bien-être de la société. Les pays membres de l'OCDE croient qu'une croissance économique soutenue profite à touTEs les citoyennes et citoyens en permettant le financement de nombreux programmes et services sociaux.

Les trois C

Le ministre canadien de la Famille, des Enfants et du Développement économique, Jean-Yves Duclos, a souligné à deux reprises l'importance du « triangle magique » des trois C. La Classe moyenne, la Croissance et la Confiance représentent les cibles prioritaires du gouvernement canadien pour le maintien d'une économie prospère dont touTEs pourront tirer profit. Sans aucune conscience critique, le ministre reprend l'idée qu'un fort développement économique enrichit l'ensemble de la société, alors que dans la réalité, il améliore le sort de la caste la plus riche aux dépens des plus pauvres.



S'adapter au marché

Les participantEs à la journée ont également évoqué à plusieurs reprises que les travailleurEs devaient s'adapter aux nouvelles réalités du marché du travail en démontrant une plus grande flexibilité quant à leurs compétences et leur sécurité d'emploi. De plus en plus, les travailleurEs font l'expérience de l'instabilité des conditions de travail, ce qui les empêche de prévoir à long terme et de planifier leur retraite. Face à l'insécurité chronique vécue par la majorité des travailleurEs, la seule

solution imaginée par les pays membres de l'OCDE est de leur mettre encore plus de pression en les forçant à s'adapter à un marché du travail que plus personne ne semble pouvoir contrôler.

Accepter l'inacceptable

À parler sans arrêt des bienfaits de la croissance, les nombreux intervenantEs de la journée ont oublié de discuter de ses effets néfastes. Rien n'a été dit au sujet des changements climatiques, des paradis fiscaux et des crises économiques successives causées par cette même croissance ininterrompue. À force de traiter de développement économique, on oublie les ravages que provoque une économie entièrement vouée à l'enrichissement de certainEs au désavantage des autres. On sacrifie la santé de la planète, on expose des populations entières à la pauvreté, on renonce à la sécurité d'emploi et à

des conditions de travail acceptables. On accepte finalement l'inacceptable.

À la fin de la journée, bien peu aura été dit au sujet des politiques sociales et aucune nouvelle idée n'aura émergé des discussions. À l'exception du ministre François Blais qui est venu vanter son programme de revenu de base, lequel s'adresse exclusivement aux personnes ayant une contrainte sévère à l'emploi de longue durée, rien n'a été dit au sujet de la pauvreté. À voir les vestons-cravates et les tailleurs qui discutaient sur les différentes tribunes et s'écoutaient religieusement, on pouvait douter de l'existence même de la pauvreté dans le monde. Lors de la séance plénière de clôture, le « directeur de la direction » de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales de l'OCDE, Staphano Scarpetta, a félicité ses collègues pour la réussite de la journée et affirmé, avec tout le sérieux du monde, qu'il y aurait « un

avant et un après » Forum de Montréal. Sincères ou pas, ces paroles montrent que le système économique actuel, lequel crée de fortes inégalités sociales, demeure le seul horizon possible pour les dirigeantEs les plus puissants. Et que les pays les plus riches sont prêts à sacrifier une part importante du bien-être de la population pour sauver une économie injuste et inéquitable.

Nouvelle adresse

Le Collectif a déménagé ses bureaux dans un autre quartier de la Basse-Ville de Québec. Dorénavant, le courrier et la visite doivent atterrir au

750, rue Saint-François Est
Québec (Québec) G1K 2Z9

Consultation pancanadienne

En attendant la Stratégie de réduction de pauvreté

En février 2017, le ministère d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) a entrepris une vaste consultation publique pancanadienne pour prendre le pouls de la population sur les façons de réduire la pauvreté. Le rapport *Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté – Ce que nous avons entendu jusqu'à maintenant* révèle les résultats de cette consultation nationale. Il en ressort trois cibles principales : garantir une plus grande accessibilité au logement social, assurer une meilleure sécurité alimentaire et voir davantage à la prévention en matière de santé physique et mentale.

D'autres problèmes en lien avec la pauvreté sont abordés dans le rapport. Entre autres l'accès à une éducation de qualité, le sous-financement dans les services sociaux et l'accès à l'emploi. Par ailleurs, une large portion du rapport s'attarde aux revendications des communautés des Premières Nations, inuites et métisses qui, en plus de souffrir de la pauvreté, doivent faire face encore aujourd'hui à une discrimination raciale.

Ce rapport est une première étape dans l'élaboration d'une stratégie canadienne de réduction de la pauvreté. Jusqu'ici, le gouvernement fédéral a gardé le silence

sur ses intentions pour améliorer le sort des personnes qui subissent la pauvreté au quotidien. Les conclusions du rapport peuvent décevoir, car aucun engagement n'y est précisé. Seule la nécessité, très vague, « de créer davantage de mesures de soutien et d'investir plus encore afin de réduire la pauvreté » semble guider le gouvernement. Il faudra donc attendre la publication de la Stratégie de réduction de la pauvreté avant de savoir s'il faut prendre au sérieux la volonté du gouvernement fédéral de lutter plus efficacement contre la pauvreté.

Pour lire le rapport : <https://bit.ly/2JgVzAr>



Collectif pour un Québec sans pauvreté

750, rue Saint-François Est, Québec, QC G1K 2Z9

Téléphone : 418 525-0040 / Télécopieur : 418 525-0740 / Courriel : collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca